R. Falter

LE « BRÜSSELER ZEITUNG » (1940-1944) *

« Dans la guerre moderne, la propagande n'est pas seulement une arme parmi d'autres, mais une des plus importantes qui soient. Elle se situe au même rang que la force armée » (1). Cette déclaration du *Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda*, Joseph Goebbels, en novembre 1939, illustre bien l'importance qu'attachait le Troisième Reich à la propagande, aussi et surtout en tant qu'arme de guerre. Il n'est donc pas étonnant que lors de l'occupation de la Belgique, fin mai 1940, elle fut l'un des moyens de gouvernement qui retint la plus grande attention des Allemands. C'est pourquoi ils créèrent un ensemble d'institutions, étayées par un réseau de réglementations, destiné à organiser l'endoctrinement des masses dans le territoire conquis. Les techniques de manipulation mises à l'essai dans le Troisième Reich depuis sept ans déjà trouvèrent un nouveau terrain d'application dans le pays occupé. Mais cette transplantation introduisit également le *kalkulierte Chaos* (Chaos calculé) sous le trône d'Hitler, la lutte organisée pour le pouvoir entre différentes instances dont les compétences se chevauchaient, et notamment sur le plan de la propagande (2). Le *Brüsseler Zeitung* fut le produit remarquable de tout cela. Il s'agit d'un journal allemand imprimé dans la capitale et que les Belges virent quotidiennement étalé dans les kiosques entre le 1^{er} juillet 1940 et le 1^{er} septembre 1944.

1. UN PRODUIT DE LA « EUROPA-VERLAG »

Le *Brüsseler Zeitung* n'était nullement unique en tant que journal alle-

* Traduit du néerlandais.

(1) « Propaganda ist im modernen Krieg nicht nur ein Kriegsmittel wie andere auch, sondern eines der bedeutendsten überhaupt. Sie steht im Rang der bewaffneten Macht gleich. » Cité in M. SOMMERFELDT, *Das Oberkommando der Wehrmacht gibt bekannt*, Frankfurt am Main, 1952, p. 44.

(2) Concernant l'implantation des structures de presse allemandes en Belgique, cfr E. DE BENS, *De Belgische dagbladers onder Duitse censuur (1940-1944)*, Antwerpen-Utrecht, 1973.

mand dans un territoire occupé ⁽³⁾. Vu l'importance qu'attachait le régime national-socialiste du Troisième Reich à la domination et la manipulation de tous les media possibles, cela n'a pas de quoi étonner. Les instances responsables de la propagande emboîtaient le pas à l'armée et souvent elles étaient installées dans les territoires occupés avant même celles qui devaient répondre du pillage économique, de la répression ou de la persécution des Juifs, quelque affamées de biens et assoiffées de sang aient été ces dernières. Cela ne pouvait évidemment se faire sans l'inévitable lutte entre les pouvoirs et les manœuvres indispensables. La création d'une presse allemande à l'étranger était pareillement soumise à ce jeu. Le résultat de ces batailles bureaucratiques fut surprenant et remarquable, car du fait que le maître traditionnel de la propagande Goebbels eut le dessous, il se développa à l'étranger plus qu'un simple produit d'exportation de la presse allemande.

De pair avec l'expansion du Troisième Reich, toute une série de journaux à tendance nationale-socialiste avaient vu le jour. Après l'Anschluss de l'Autriche, le *Völkische Beobachter*, le journal du parti national-socialiste, parut dorénavant avec une édition viennoise. A Reichenberg, dans le Pays des Sudètes annexé le 1^{er} octobre 1938, *Die Zeit* sortit rapidement de presse. A Prague les choses s'avèrent un peu plus difficiles. En effet, la Bohême et la Moravie, qui furent annexées le 16 mars 1939, reçurent un statut spécial de *Protektorat*, dont l'intention était évidemment d'amener en fait les deux territoires sous administration allemande et de les germaniser, tout en arborant l'enseigne d'une différence juridique avec le Troisième Reich. Cette différence était surtout destinée à jeter de la poudre aux yeux de l'opinion publique en Allemagne et en Europe en ce qui concernait les plans d'Hitler. Aussi, le journal qui parut plus tard dans la capitale tchèque, *Der Neue Tag*, ne se manifesta-t-il pas comme *Reichszeitung*, mais comme source d'information pour les Allemands dans le protectorat. Memel, l'étroit territoire qui faisait frontière avec la Prusse Orientale et fut arraché à la Lituanie le 22 mars 1939, reçut également son journal : le *Memeler Dampfsboot*. Dans la ville libre de Dantzig, annexée en septembre 1939, il n'y eut pas de problèmes : le *Danziger Vorposten*, le *Danziger Neuesten Nachrichten* et le *Danziger Morgenzeitung* y parurent comme de nouveaux journaux. Les territoires polonais annexés purent également être traités comme parties intégrantes de l'Allemagne, puisque le Troisième Reich était maintenant en guerre avec

(3) Les sources pour cette étude étaient fort maigres. Les véritables archives du BZ furent détruites en trois phases en 1944 et 1945. C'est pourquoi l'information a été cherchée dans le journal même et dans les archives des instances allemandes responsables de la propagande et de l'administration en Belgique occupée. D'autres données furent trouvées dans les dossiers de l'Auditorat général près la Cour Militaire, plus spécialement quant à la collaboration belge au journal. D'autres sources encore furent les papiers de feu mon oncle Jacob Frank, d'Eupen, ancien chef du personnel du BZ et les réponses écrites du Dr. Heinrich Tötter, ancien rédacteur en chef du journal, aux questions qui lui ont été posées. La limitation géographique de cette étude aux données disponibles en Belgique constitue une restriction importante. Il est probable qu'il existe encore d'autres sources concernant le BZ à l'étranger et certainement en Allemagne.

l'Angleterre et la France et n'avait plus à se soucier de l'indignation soulevée de ce côté-là. C'est ainsi que parut à Poznan, avant la première guerre mondiale encore allemande, un *Ostdeutsche Beobachter*, dont le titre se passe de tout commentaire. Dans le centre sidérurgique de Lodz, qui — excepté entre 1793 et 1807, lorsqu'il appartenait à la Prusse comme un coin perdu totalement inconnu — n'avait jamais été territoire allemand, on sortit un journal au titre plus modeste : le *Deutsche Lodzer Zeitung* (4). Mais puisque toutes ces régions — sauf la Bohême et la Moravie — étaient administrées comme faisant partie du Troisième Reich, le problème du contrôle de la presse allemande à l'étranger ne se posait pas encore. La plupart de ces journaux étaient donc sans doute des éditions de la *Eber-Verlag*, la maison d'édition et trust journalistique de Max Amann, et il est probable que leurs rédactions ne devaient obéir à d'autres consignes que celles de Berlin.

Les problèmes relatifs à la création d'une presse allemande dans les pays conquis commencèrent seulement à se poser lorsque les Allemands en vinrent à contrôler des territoires qu'ils considéraient eux-mêmes comme occupés, mais non annexés. Cette attitude se concrétisa dans un statut administratif spécial pour ces pays, sous direction allemande. Le premier cas de ce genre, après la Tchécoslovaquie, se produisit en Pologne, où le territoire non annexé par les Allemands ou les Russes, se situant *grosso modo* dans le triangle Varsovie-Cracovie-Lublin, reçut le statut de *Generalgouvernement* sous un gouverneur allemand. La différence avec la partie annexée de la Pologne était que dans cette région considérée comme non allemande on pouvait organiser un pillage, une chasse aux esclaves et une persécution des Juifs impitoyables. Les militaires y avaient rapidement abandonné l'initiative au profit des instances du Parti, ce qui sur le plan de la propagande avait assuré la prépondérance de Goebbels. Mais sa victoire s'avéra ne pas être totale : Rolf Rienhardt, *Stableiter* du *Verwaltungsamt* du *Reichsleiter für die Presse der NSDAP* Max Amann, mais surtout son secrétaire et représentant personnel, avait rapidement compris les possibilités de la présence d'un grand nombre d'Allemands dans la Pologne occupée. Il se rendait compte qu'il tenait là une chance pour une nouvelle expansion de la *Eber-Verlag* d'Amann. Alors que la conquête de la Pologne était encore en cours, il avait déjà obtenu de la part de l'armée les facilités nécessaires pour éditer avec son équipe des journaux en territoire occupé : le *Krakauer Zeitung* à Cracovie et son édition varsoivienne qui parut sous le titre : *Warschauer Zeitung* (5).

Ce n'est toutefois qu'à partir de novembre 1939 que les deux journaux sortirent de presse (6). En effet, rédacteurs, personnel et matériel devaient être amenés d'Allemagne, l'apport de l'information, surtout à travers l'agence

(4) H. SCHULZE-GATTERBAN, *Das Wachstum der deutschen Presse*, BZ, 21-9-40, p. 2.

(5) O.J. HALE, *The captive press in the Third Reich*, Princeton, 1964, p. 279.

(6) R. SCHMELZER, *Die deutschen Auslandszeitungen*, BZ, 1-7-42, p. 2.

de presse *Deutsches Nachrichtenbüro* (DNB), devait être organisé et la distribution et les finances mises sur pied. Rienhardt eut gain de cause et du coup Goebbels commença à mettre des bâtons dans les roues. Parce que tous les éditeurs, directeurs et rédacteurs avaient été nommés sans son approbation, il exigea le droit de les contrôler et le cas échéant de les congédier. Amann vint cependant trouver Goebbels et au cours d'un entretien de deux heures le remit à sa place en lui signalant « l'inutilité » de son « misérable ministère ». Le chef de la propagande allemande s'inclina devant son « lieber Parteigenosse » et celui-ci eut les mains libres pour poursuivre ses activités dans les territoires occupés (7).

C'est ainsi qu'après la conquête de la Norvège et l'installation d'une *Zivilverwaltung* dans ce pays, le *Reichskommissar* Terboven s'adressa à Amann pour lui demander de mettre à sa disposition les moyens financiers, une équipe rédactionnelle et le personnel administratif et technique pour l'édition d'un journal allemand. Apparemment Terboven s'était déjà occupé lui-même du matériel, probablement par la réquisition de l'imprimerie d'un journal d'avant-guerre. Le *Deutsche Zeitung in Norwegen* parut pour la première fois le 19 mai 1940 et eut d'emblée un tel succès que d'autres journaux ne tardèrent pas à suivre. C'est la raison pour laquelle fut créée une nouvelle maison d'édition à Berlin, la *Europa-Verlag*, qui était à la fois un organisme coordinateur pour toutes les entreprises journalistiques allemandes érigées dans les pays occupés et une filiale de la *Eber-Verlag*. La *Europa-Verlag* était dirigée par le staff de Rienhardt (8).

Au total, cette maison d'édition allait administrer quelque vingt journaux dans les territoires occupés et à l'étranger. Il s'agissait — outre *Der Neue Tag*, *Krakauer Zeitung*, *Warschauer Zeitung* et *Deutsche Zeitung in Norwegen* déjà cités — des titres suivants : le *Deutsche Zeitung in den Niederlanden* (Amsterdam, à partir du 5 juin 1940), le *Brüsseler Zeitung* (Bruxelles, à partir du 1^{er} juillet 1940), le *Pariser Zeitung* (Paris, à partir du 15 janvier 1941), le *Donauzeitung* (Belgrade, à partir du 15 juillet 1941), le *Deutsche Zeitung in Kroatien* (Zagreb, juillet 1941), le *Deutsche Nachrichten in Griechenland* (Athènes, été 1941), le *Kauener Zeitung* (dans la capitale de la Lituanie, Kaunas, date inconnue, probablement seconde moitié de 1941), le *Deutsche Zeitung in Ostland* (dans la capitale de la Lettonie, Riga, date inconnue, probablement seconde moitié de 1941), le *Revaler Zeitung* (dans la capitale de l'Estonie, Tallinn, très probablement à partir de janvier 1942), le *Deutsche Ukraine Zeitung* (Kiev, très probablement à partir du 1^{er} février 1942), le *Minsker Zeitung* (Minsk, à partir de juin 1942) et le *Deutsche Adria Zeitung* (Trieste, à partir du 14 janvier 1944). En Hon-

(7) HALE, *op. cit.*, p. 280.

(8) *Ibidem*, pp. 280-281; England-Nachrichten de l'Ausland-Dienst der deutschen Gesandtschaft in Bern, n° 72, 17 avril 1942 (T-77, 1030, 506500) (il s'agit d'un rapport allié sur la presse d'occupation en langue allemande, intercepté par les Allemands, cité dorénavant comme « England-Nachrichten »); K. KOSZYK, *Geschichte der deutschen Presse*, tome 3 : *Deutsche Presse 1914-1945*, Berlin, 1972, p. 387.

grie, qui ne fut pas vraiment conquise, parut pour les Allemands dans ce pays le *Deutsche Zeitung in Ungarn*, dont la date de parution nous est inconnue. Le *Bukarester Tagesblatt* (1941) constituait un cas spécial : il était déjà imprimé dans la capitale roumaine avant la guerre, encore que sous un autre titre et comme hebdomadaire. Dans ce pays, les minorités allemandes en Siebenbürgen et au Banat possédaient aussi leurs journaux avant la guerre : le *Deutscher Tagesblätter in Siebenbürgen* à Hermannstadt, la Sibiu roumaine, et le *Banater deutscher Zeitung* à Temesvar, la Timishoara roumaine. A partir de 1941, les deux journaux fusionnèrent en un seul *Südostdeutsche Zeitung* avec des éditions régionales dans les villes susmentionnées (9). Le *Türkische Post* à Istanbul et le *Ostasiatische Lloyd* à Shangaï constituaient d'autres productions de la *Europa Verlag*. Le Danemark seul, pour des raisons inconnues, ne connut pas de journal allemand (10).

L'activité de la centrale berlinoise de la *Europa-Verlag* s'accrût donc au fur et à mesure que les armées allemandes occupèrent de plus en plus de terrain. C'est de là que rédacteurs et personnel d'autres journaux de l'empire d'Amann étaient convoqués pour être envoyés à l'étranger. On y établissait aussi des contacts avec les autorités militaires d'occupation pour fournir l'équipement technique, ainsi que pour pouvoir disposer des communications par télégraphe, téléphone et radio. Parfois on concluait un accord avec la maison d'édition d'un journal local pour y éditer en même temps le journal en langue allemande, comme avec *De Telegraaf* aux Pays-Bas. Dans d'autres cas on réquisitionnait et reprenait tout simplement les locaux et l'équipement d'une imprimerie d'avant-guerre, comme avec *La Dernière Heure* à Bruxelles. Le plus souvent c'était toujours le même groupe d'Allemands — des hommes à Rienhardt — qui mettait sur pied un journal de ce genre et le guidait à travers les premiers mois difficiles, pour ensuite disparaître et reparaitre ailleurs. Pour le succès commercial de la *Europa-Verlag* — car Amann n'aimait pas les chiffres rouges — la bonne entente avec l'armée était importante. Cette dernière faisait volontiers appel à ces journaux allemands qu'elle avait sous la main pour procurer de la lecture à ses soldats et au personnel local. Un achat ferme par l'armée signifiait en même temps un tirage appréciable pour chacun de ces journaux et par conséquent la sécurité financière. Aussi leur but principal était-il d'informer et de distraire les soldats. Mais ils se chargeaient aussi d'autres tâches : favoriser le rapprochement avec la population du territoire occupé, soutenir des groupements

(9) A partir de 1941, la Roumanie était en guerre contre l'Union Soviétique, aux côtés de l'Allemagne. De là les changements au cours de cette année, encore que les Roumains aient dû ouvrir de grands yeux en voyant leurs alliés publier un *Südostdeutsche Zeitung* pour la minorité allemande dans toute la moitié ouest du pays. En comparaison avec les titres des autres journaux, cela révèle des aspirations tout autres que modérées.

(10) Les données pour cette énumération ont été puisées dans : HALE, *op. cit.*, pp. 281-282 ; *Neue deutsche Zeitung in Paris*, BZ, 16-11-41, p. 2 ; W. SCHOENE, *Deutsche Ukraine Zeitung*, BZ, 3-2-42, p. 2 ; R. SCHMELZER, *Die deutschen Auslandszeitungen*, BZ, 1-7-42, p. 2 ; *Deutsche Adria-Zeitung*, BZ, 20-1-44, p. 1 ; *England-Nachrichten* (T-77, 1034, 506499-506504).

de collaborateurs, informer et influencer des milieux financiers et économiques dans les pays conquis ⁽¹¹⁾.

Pour mener à bien cette quadruple tâche, on ne pouvait se contenter de sortir une quelconque feuille de chou avec des journalistes de troisième ordre derrière les machines à écrire. Il fallait au contraire faire appel à des gens de métier, possédant en plus pas mal de talent d'improvisation vu les conditions de travail parfois difficiles dans un territoire étranger et souvent hostile. Bien souvent cela dotait les journaux de la *Europa-Verlag* d'une qualité supérieure. Mais celle-ci était tellement exceptionnelle pour la presse nationale-socialiste, qu'elle ne peut être expliquée par cela seul. Nous rencontrons ici la figure de Rolf Rienhardt, qui mérite une étude plus poussée. Rienhardt avait fait carrière dans la presse nationale-socialiste en gravissant tous les échelons jusqu'à accéder au poste de bras droit et homme de confiance de Max Amann. C'était quelqu'un d'intelligent et de rusé, qui contribua amplement à la croissance du trust journalistique d'Amann et dont la capacité de jugement lui procura un grand pouvoir dans le monde de la presse. Il atteignit son apogée au cours des premières années de la guerre, mais le pouvoir lui devint finalement fatal lorsqu'à la fin de 1943 Amann commença à craindre que Rienhardt le supplante, et il le congédia ⁽¹²⁾.

Le fait que Rienhardt fût l'étoile montante dans la presse nationale-socialiste se manifestait également dans ses idées. En collaboration avec le journaliste Rudolf Sparing, il elabora la formule selon laquelle serait conçu l'hebdomadaire *Das Reich*. Il s'agissait de réanimer, par la création de ce périodique, la presse nationale-socialiste moribonde et de présenter en même temps une enseigne de qualité supérieure aux yeux de l'étranger. A cet effet, *Das Reich* reçut plus de liberté que les autres organes de presse allemands. En plus, on attira des rédacteurs qui étaient connus pour leur talent et leur pragmatisme plus que pour leur sympathie formelle à l'égard du régime. Tout ce qu'on exigeait d'eux était d'être disposés à travailler dans une marge de liberté quelque peu élargie à l'intérieur du cadre totalitaire de l'Etat national-socialiste. Il en résulta un périodique dont la plupart des journalistes étaient réticents ou sceptiques à l'égard du régime, mais dont le contenu gardait cependant un accent essentiellement national-socialiste, fût-ce enveloppé dans une forme plus soignée et exprimé sur un ton moins inconditionnel qu'auparavant. Goebbels lui-même fut convaincu d'écrire chaque semaine un éditorial. Ce ne fut pas la raison qui l'amena à autoriser la parution de *Das Reich*, qui sortit pour la première fois en 1940. Le ministre comprenait d'ailleurs la nécessité de réformes. Et l'ayant comme collaborateur, la rédaction de son côté était à l'abri de représailles. *Das Reich* devint un merle blanc dans la presse nationale-socialiste, faisant preuve d'un large intérêt pour les affaires politiques, culturelles et socio-économiques. Le succès de la formule ne tarda pas à se manifester, mais il ne dura guère. Lorsque la

(11) HALE, *op. cit.*, pp. 281-282 ; *England-Nachrichten* (T-77, 1034, 506499-506500).

(12) DE BENS, *op. cit.*, p. 52.

fortune des armes se retourna, le système de la contrainte reprit le dessus (13).

Ce qu'il y avait de nouveau dans la conception de Rienhardt et Sparing était précisément le relâchement de la contrainte par directives, conférences de presse ou censure. Ils optaient plutôt pour la manipulation du personnel des journaux (14). En attirant des journalistes qui répondaient à leur norme de « nationaux-socialistes objectifs », ils pouvaient se permettre d'alléger la pression. Ce genre de journalistes n'avait pas besoin de menaces, ils étaient déjà incorporés au système par leur formation ou par une longue expérience avec lui. Avec une telle conception, Rienhardt et Sparing avaient en fait déjà atteint un autre stade dans l'évolution d'un régime totalitaire : celui où il s'est solidement établi et où les combattants cèdent la place à des technocrates et bureaucrates plus pragmatiques, qui agissent et se conduisent comme s'il n'avait jamais existé d'autre système, qui se sont parfaitement familiarisés avec la terminologie officielle, tout en ne posant pas toujours des actes qui y correspondent (15). Rienhardt et Sparing, tout comme les journalistes qu'ils attiraient, étaient des hommes qui considéraient le national-socialisme comme une chose plus ou moins normale, qui détestaient les extrémistes du régime et qui, à l'intérieur de ce cadre, recherchaient avant tout l'efficacité, dans ce cas un journalisme de haute qualité.

En fait, le même procédé était appliqué dans au moins une partie des éditions de la *Europa-Verlag*. Le résultat en était que dans ces journaux on retrouvait bien le même ton que dans la presse du Troisième Reich, mais qu'on y trouvait aussi une information plus sérieuse et plus soignée. La liberté plus grande dont jouissaient les rédacteurs donna naissance à des journaux qui étaient meilleurs que ce que les Allemands pouvaient lire chez eux et ce n'était pas étranger à leur succès. Tout cela n'était évidemment pas du goût de tout le monde : à plusieurs reprises, Goebbels et Dietrich formulèrent des objections et menacèrent d'empêcher la diffusion de ces journaux en Allemagne. Cela fut cependant évité par un Amann énergique qui fit valoir que ce genre de journaux devait contenir plus que de la propagande nationale-socialiste puisqu'ils étaient destinés à l'étranger. Opinion que pouvaient certainement partager les services de renseignements alliés, qui éprouvaient eux aussi les journaux de la *Europa-Verlag* parce qu'ils contenaient plus d'informations précieuses que la presse dans le Troisième Reich, en particulier en ce qui concernait les territoires occupés (16).

(13) K.D. ABEL, *Presselenkung im NS-Staat*, Berlin, 1968, p. 73, etc.

(14) G. HOFFMANN, *NS-Propaganda in den Niederlanden*, Berlin, 1972, p. 87.

(15) Il s'agit d'un processus assez logique. Une fois qu'un régime qui est venu au pouvoir d'une façon plus ou moins révolutionnaire s'est acquis une légitimité à la suite d'un long règne qui l'a rendu plus stable, les passions s'apaisent. Les combattants fanatiques de la première heure cèdent peu à peu la place à ceux qui n'ont pas dû lutter pour l'établissement du système, mais qui ne l'ont jamais connu que tel qu'il est. Les adversaires de jadis ont généralement disparu alors ou se sont graduellement ralliés. On obtient alors un nivellement vers le centre modéré. Cela peut le mieux se comparer à d'autres phénomènes post-révolutionnaires tels que le Bonapartisme ou le communisme russe après Staline.

(16) HALE, *op. cit.*, p. 281.

Rienhardt était aux Pays-Bas en mai 1940 et il est presque hors de doute qu'il y aida à la mise sur pied du *Deutsche Zeitung in den Niederlanden*. Le journal était imprimé sur les presses du *De Telegraaf*, ceci en accord avec la direction de celui-ci (17). Il était considéré comme le porte-parole officiel du Commissaire du Reich (18). Sa tâche consistait d'une part à informer les soldats et d'autre part à tenter un rapprochement avec la population, surtout les milieux économiques du pays. Il se voulait surtout « l'extrême avant-poste journalistique contre l'Angleterre » (19). Pragmatisme et national-socialisme modéré composaient la tonalité principale du *Deutsche Zeitung in den Niederlanden*. Dans sa première année il comptait douze pages : une culturelle, une consacrée aux nouvelles locales, une socio-économique, une sportive, trois publicitaires, quatre politico-militaires et la « Seite des Tages » (page du jour) qui approfondissait un thème historique ou culturel. Grâce à son commentaire quotidien (« Glosse ») en première page, son article de fond (« Leitartikel ») sur les deux premières pages, un matériel photographique riche et soigné et l'usage abondant de cartes et de croquis, le lecteur était immédiatement frappé par la grande ressemblance avec *Das Reich* ou le *Frankfurter Zeitung*, le réfractaire libéral dans la presse du Troisième Reich (20). De ce fait, les conceptions de Rienhardt étaient manifestement devenues un produit d'exportation. Cela convenait bien au *Reichskommissar* aux Pays-Bas, qui pouvait à sa guise intégrer le journal à sa politique, mais beaucoup moins à Goebbels ou aux instances SS à La Haye. Conflits et plaintes ne tardèrent pas à se manifester et ils atteignirent un point culminant le 17 mai 1941, lorsque le *Deutsche Zeitung in den Niederlanden* fut saisi pour ne pas s'en être tenu aux consignes relatives à la fuite de Rudolf Hess vers l'Angleterre (21).

Nous manquons de données pour pouvoir affirmer que cette tendance fut introduite dans tous les journaux de la *Europa-Verlag*. Ce ne fut sans doute pas le cas pour le *Krakauer Zeitung* et le *Warschauer Zeitung*, mais bien pour le *Deutsche Zeitung in Norwegen*, le *Pariser Zeitung* et le *Brüsseler Zeitung* (22). Rienhardt lui-même n'assista vraisemblablement pas à la mise sur pied de ce dernier journal, contrairement à son assistant et coreligionnaire Rudolf Sparing.

(17) VANDER LEEUW, *La presse néerlandaise sous l'occupation allemande*, in *Revue d'histoire de la Deuxième guerre mondiale*, LXXX, 1970, p. 38.

(18) HOFFMANN, *op. cit.*, p. 82.

(19) *Ibidem*, p. 81 ; *England-Nachrichten* (T-77, R. 1034, 506501).

(20) *England-Nachrichten* (T-77, R. 1034, 506502).

(21) HOFFMANN, *op. cit.*, p. 90.

(22) H. SCHULZE-GATTERMAN, *Das Wachstum der deutschen Presse*, BZ, 21-9-40, p. 2. Schulze-Gatterman fait une distinction très nette entre les deux journaux cités en premier lieu et les trois autres, auxquels il ajoute également le *Deutsche Zeitung in den Niederlanden*. Nous ignorons tout des journaux qui parurent plus tard en Europe orientale, sauf qu'on assigna au *Donauzeitung* le même genre de journalistes qu'ailleurs.

2. LA CREATION DU BRÜSSELER ZEITUNG

C'est le 7 juillet 1940 qu'Eggert Reeder, le *Militärverwaltungschef* de la Belgique occupée, fit pour la première fois mention du *Brüsseler Zeitung* dans un rapport à l'*Oberkommando des Heeres* (OKH) : lorsqu'il fut établi que le journal militaire « *Die Westfront* » cesserait de paraître, le « *Militärbefehlsstab* » a stimulé la création d'un journal allemand en Belgique parce que les circonstances difficiles — uniquement des journaux en langue étrangère, pas de communication téléphonique, mauvaise réception de la radio, rapports des soldats avec la population — exigeaient d'une façon pressante une solide formation politique⁽²³⁾. Le fait que Reeder ait écrit « stimulé » indique que les tentatives pour éditer un journal allemand en Belgique étaient déjà en cours avant la disparition de *Die Westfront* — probablement vers le 18 juin, lorsque le front occidental cessa lui aussi d'exister — et avant l'appui de la *Militärverwaltung*. A la différence de la Norvège, l'initiative ne fut donc pas prise par l'administration d'occupation. Il ne peut donc non plus être question d'un plan longuement préparé, tout au moins de ce côté-là. Par contre, on aurait pu supposer que, vu les expériences antérieures des conquêtes allemandes, la centrale berlinoise de la *Europa-Verlag* était bel et bien préparée pour l'édition éventuelle d'un journal allemand en Belgique. L'énorme déploiement, en un court laps de temps, de la main-d'œuvre et du matériel nécessaires à cet effet semble confirmer cette supposition. Cependant, à la lumière de ce qui suit il apparaît que cela n'était précisément pas le cas⁽²⁴⁾. Cela nous mène à la conclusion que seuls quelques-uns, dont Rudolf Sparing, étaient préparés à la possibilité de la création d'un organe de presse allemand en Belgique et que, sans opposition, cela fut suffisant pour mettre assez rapidement en marche tout un mécanisme.

Rudolf Sparing était originaire de la Prusse Orientale et avait 35 ans en 1940⁽²⁵⁾. Il avait travaillé comme journaliste au *Frankfurter Zeitung* et s'était affilié au NSDAP en 1937⁽²⁶⁾. Probablement deux années plus tard, Sparing devint le collaborateur de Rienhardt, non seulement en ce qui concerne la fondation de *Das Reich*, mais aussi quant à la création d'une presse

(23) « Nachdem feststand, dass die deutsche Soldatenzeitung *Die Westfront* ihr Erscheinen einstellen musste, hat der Mbh. die Schaffung einer deutschen Zeitung gefördert, da die hiesigen schwierigen Verhältnisse : nur fremdsprachige Zeitungen, schlechter Radioempfang, kein Telefonverkehr, Verkehr der Soldaten mit der Bevölkerung, dringend eine eingehende politische Unterrichtung erforderten. » TB Reeder 5, 7 juillet 1940 (T-501, 102, 492).

(24) L'argument de la parution rapide du journal comme preuve d'une longue préparation fut employé dans le Rapport d'expertise de la BZ (partie générale), p. 7, AUDITORAT-GENERAL (cité dorénavant comme « Rapport d'expertise, AG »).

(25) BZ, 32 juin (ce que nous qualifions de « BZ, 32 juin » est un numéro de BZ paru sur ce petit format et en tirage réduit fin juin 1941, dans lequel la rédaction ironisait sur elle-même. Il portait la date du 32 juin) ; E. MARTENS, *Zum Beispiel « Das Reich », Zur Phänomenologie der Presse im totalitären Regime*, Cologne, 1972, p. 74. Sparing était né le 6 novembre 1914.

(26) ABEL, *op cit.*, p. 83 ; MARTENS, *op. cit.*, p. 74.

allemande dans les territoires polonais occupés⁽²⁷⁾. Il était à ce qu'il paraît un national-socialiste convaincu, mais il se distanciat des manifestations extrêmes. Pour la presse, il préconisait une attitude modérée et pragmatique, sans doute un héritage de sa période auprès du libéral *Frankfurter Zeitung*⁽²⁸⁾. De taille moyenne, trapu, il était connu pour son énorme capacité de travail et ses explosions émotionnelles. Il ne semblait pas être lui-même un grand journaliste, mais il savait distinguer les qualités des autres et les laisser s'épanouir au maximum⁽²⁹⁾. En tout cas, Sparing laissa un souvenir admiratif parmi ses collègues du *Brüsseler Zeitung*⁽³⁰⁾.

La chronologie des faits en mai et juin 1940 n'est pas sans importance. Le 14 mai, les Pays-Bas capitulèrent. Du 19 au 29, von Falkenhausen y fut le chef de l'administration d'occupation⁽³¹⁾. En mai encore, Rienhardt séjourna aux Pays-Bas. Et le 5 juin parut le premier numéro du *Deutsche Zeitung in den Niederlanden*. Il ne fait donc presque pas de doute que, durant sa courte existence, la *Militärverwaltung* à La Haye ait eu connaissance des plans pour éditer un journal allemand. Malgré cela, cette même *Militärverwaltung*, une fois à Bruxelles, ne prit pas l'initiative pour faire de même en Belgique. Ce n'est qu'après la disparition du *Die Westfront* qu'elle appuya franchement les plans. On ne peut donc prétendre que la *Militärverwaltung* trépignait d'impatience pour faire paraître le *Brüsseler Zeitung*. Reste à savoir si au début elle a contrecarré la *Europa-Verlag*⁽³²⁾.

Le 20 juin 1940, Rudolf Sparing et quelques rédacteurs, parmi lesquels Emil Jöckle et probablement aussi Franz Rodens, Wilhelm Jungermann et Arthur Van Dijck, ainsi que des gens de la future équipe administrative et technique du *Brüsseler Zeitung*, se rencontrèrent à Aix-la-Chapelle. Heinrich Tötter et Theo Hansen poursuivirent le voyage en voiture, les autres, dont Carl Gilfert et Fritz Horstmann, dans un vieux petit bus. En cours de route ils se trompèrent plusieurs fois de chemin, mais ils ne manquèrent pas les auberges belges, fort bienvenues par la chaleur accablante qui régnait. Sparing avait « un beau jour » averti la plupart d'entre eux par téléphone qu'ils devaient gagner Bruxelles⁽³³⁾. C'est ce qu'Emil Jöckle appela le *Marschbefehl : ab nach Brüssel* qui l'avait surpris à son travail⁽³⁴⁾. Les rédacteurs

(27) HALE, *op. cit.*, p. 280.

(28) ABEL, *op. cit.*, p. 102.

(29) MARTENS, *op. cit.*, p. 74.

(30) Ils l'appelaient « der Unermüdliche », *BZ*, 32 juin.

(31) A. DE JONGHE, *Hitler en het politieke lot van België*, I, Antwerpen-Utrecht, 1972, p. 40.

(32) On peut apporter aussi bien des arguments en faveur que contre. La *Europa-Verlag* était une entreprise de personnages du parti et les militaires n'étaient pas friands d'une infiltration de ce côté-là. En Pologne, en Norvège et bientôt aussi aux Pays-Bas, les journaux étaient d'ailleurs les porte-parole d'une administration civile. D'autre part, si l'on exclut la possibilité d'un revirement total, l'enthousiasme ultérieur de l'administration militaire pour le *BZ* paraît difficilement explicable à partir d'une opposition au début de juin 1940.

(33) *BZ*, 32 juin.

(34) E. JÖCKLE, ... *und denn lief die Rotation*, *BZ*, 2-7-40, p. 5.

venaient de diverses régions du Troisième Reich et la plupart d'entre eux, si pas tous, avaient moins de quarante ans.

Nonobstant toutes les difficultés rencontrées en route par suite des destructions, les premiers ne doivent quand même pas être arrivés à Bruxelles plus tard que le 21 juin. La plupart logèrent probablement dans un hôtel ⁽³⁵⁾. Paradoxalement, si nos données chronologiques sont exactes, à ce moment-là ils n'avaient même pas encore un journal à leur disposition. En effet, ce n'est que le 24 juin qu'un officier de presse allemand, le *Sonderführer* W. Sinn, vint trouver le chef-comptable De Meulemeester de *La Dernière Heure*, qui avait été nommé par la direction pour la représenter. Il lui fit savoir que par ordonnance du *Militärbefehlshaber* les locaux du journal étaient transférés au Dr. Viktor Muckel, éditeur de journaux à Düsseldorf, avec l'intention d'y imprimer dorénavant un journal allemand. De Meulemeester apprit ainsi le sort futur de l'entreprise, dont il lui avait été annoncé dès les premiers jours de l'occupation qu'elle était réquisitionnée par les Allemands ⁽³⁶⁾.

Le *Sonderführer* W. Sinn faisait partie de la *Propaganda-Kompanie* qui entra en Belgique sur les traces de l'armée. Il fut le premier à prendre contact avec un certain nombre de journaux et put faire en sorte qu'avant même la capitulation des troupes belges deux d'entre eux parurent à nouveau à Bruxelles. Plus tard il devint censeur de la presse francophone auprès de la *Propaganda-Abteilung*, une fonction dont il fut relevé fin 1940 à l'instigation de la *Militärverwaltung* et de l'ambassade allemande qui lui étaient hostiles ⁽³⁷⁾. Au moment d'entrer en contact avec De Meulemeester, Sinn était déjà bien au courant de la situation dans le monde des éditeurs de journaux belges. Le 24 juin il ne restait plus que le choix entre les imprimeries de *l'Indépendance Belge*, *La Cité Nouvelle*, *La Libre Belgique*, *Le Peuple* et *La Dernière Heure*. Ce dernier journal, qui obtint finalement la préférence, avait été banni à cause de son « caractère libéral maçonnique », mais les raisons du choix de ses locaux pour imprimer le *Brüsseler Zeitung* demeurent obscures ⁽³⁸⁾. Des raisons techniques auront sans doute joué, malgré que les rédacteurs du journal allemand parlèrent plus tard des « locaux moisis de *La Dernière Heure* » ⁽³⁹⁾.

De toute évidence, il reste plusieurs énigmes à résoudre. Pourquoi la décision de la reprise de *La Dernière Heure* par le *Brüsseler Zeitung* vint-elle si tard ? Quel était le rôle de la position de Sinn, qui n'était pas bien vu par la *Militärverwaltung* ? Que firent les futurs employés du *Brüsseler Zeitung* arrivés à Bruxelles, entre le 21 et le 24 juin ? Autant de questions qui doivent rester sans réponse, faute de sources. Ce qui est clair, c'est le rôle de Viktor Muckel. Il était un des hommes du trust d'Amann, probable-

(35) « *Denn sie müssen bellen* », BZ, 8-7-40, p. 5.

(36) Rapport d'expertises, p. 4, AG.

(37) DE BENS, *op. cit.*, p. 72, 116, 334, 338.

(38) J. GERARD-LIBOIS et J. GOTOVITCH, *L'An 40*, Bruxelles, 1971, pp. 307-308.

(39) « *verschimmelten Gebäude der Dernière Heure* », BZ, 32 juin.

ment directeur du *Westdeutsche Beobachter*, qui dès 1940 s'activèrent dans la *Europa-Verlag* (40). Son nom apparaît pour la première fois au *Brüsseler Zeitung*. Il y fut nommé *Kommissarischer Verwalter*, c'est-à-dire administrateur du séquestre de la *Société Anonyme d'Édition et de Publicité*, la maison d'édition de *La Dernière Heure* dans la rue du Pont Neuf à Bruxelles. Entre le 24 et le 30 juin, il réussit à persuader une grande partie du personnel à reprendre le travail. Dans cette période, le chef-comptable De Meulemeester fut rendu responsable pour tout acte de sabotage éventuel. Les postes de direction dans l'entreprise passèrent en mains allemandes, de sorte que les anciens cadres devinrent inutiles. Ils s'occupèrent encore un certain temps de tâches administratives, puis restèrent finalement sans emploi (41).

Entretemps, la *Militärverwaltung* n'était pas restée les bras croisés. Elle conclut un accord avec la *Luftgau Belgien*, responsable du trafic aérien au-dessus du pays occupé, pour assurer la communication de l'information depuis Berlin et la diffusion du *Brüsseler Zeitung* en Allemagne. L'OKH fut prié de stimuler la vente du journal auprès des soldats et les *Kommandanturen* reçurent la même requête. Il fut convenu avec la rédaction qu'elle publierait tous les communiqués officiels de la *Militärverwaltung*. Tout cela a dû se faire très vite, car le 1^{er} juillet 1940 le premier numéro du *Brüsseler Zeitung* sortit de presse. Le journal reçut un autre titre que ses prédécesseurs : qu'il ne s'intitulât pas *Deutsche Zeitung in Belgien* était dû au fait qu'il était destiné à tout le ressort de von Falkenhausen, donc également au Nord de la France (42).

Ce départ rapide exigea cependant un lourd tribut. Pour les rédacteurs, le début n'était certainement pas une sinécure. Ils travaillaient largement seize heures par jour, d'avant sept heures du matin jusqu'après dix heures du soir (43). Tous les rédacteurs n'étaient même pas encore sur place et en Belgique, aussi les contacts étaient encore limités, ce qui se faisait surtout sentir sur le plan de l'information locale (44). De ce fait, beaucoup de nouvelles et pas mal d'articles, surtout de nature politique, devaient être fournis par Berlin. Cela ne se faisait pas par téléphone ou radio, car ces liaisons n'étaient pas encore rétablies, ni par la poste qui elle non plus ne fonctionnait pas encore normalement, mais par avion et au moyen de la moto avec laquelle le rédacteur Horst Heinzmann allait régulièrement recueillir le courrier à Melsbroek (45). Il y avait également des problèmes linguistiques, avec un Rudolf Sparing qui se faisait difficilement comprendre par le personnel technique belge, ou à l'imprimerie, pour laquelle les rédacteurs avaient bien apporté une casse avec ä, ü et ö, mais où l'on composait aussi des mots

(40) England-Nachrichten (T-77, 1034, 506501-506504).

(41) Rapport d'expertises, pp. 4-5, AG.

(42) TB Reeder 5, 7 juillet 1940 (T-501, 102, 492).

(43) BZ, 32 juin.

(44) *Ibidem*.

(45) *Ibidem* ; H. TÖTTER, *Kleines Jubiläum der « Brüsseler Zeitung »*, BZ, 1-1-41, p. 5.

comme « *söben* » au lieu de « *soeben* » (46). Toutes ces difficultés firent qu'au début le journal paraissait l'après-midi, sauf le dimanche matin. Ce n'est qu'à partir du 18 juillet qu'il s'avéra possible de l'obtenir le matin dans les kiosques. Petit à petit l'organisation atteignit un développement normal et complet, ce qui améliora la qualité du *Brüsseler Zeitung*, encore que celle-ci fût dès le début remarquable, malgré les difficultés énumérées.

Le succès ne se fit pas attendre, car le 21 novembre on put ouvrir au Boulevard Adolphe Max tout proche un bureau de publicité séparé qui comportait trois maisons (47). On bon mois plus tard, Viktor Muckel allait disparaître du *Brüsseler Zeitung* pour aller édifier à Paris le *Pariser Zeitung*. Il y rejoignit son collègue-fondateur de journaux Rudolf Sparing, qui avait résilié vers le 14 octobre sa fonction de rédacteur en chef pour assumer plus tard la même tâche auprès du *Pariser Zeitung* et du *Donauzeitung* à Belgrade (48). Peut-être fut-il également mêlé à d'autres fondations. Sparing et Muckel étaient donc manifestement des figures-clé de la *Europa-Verlag*. Le premier allait devenir rédacteur en chef de *Das Reich* aux environs du Nouvel An de 1943, lorsque Rolf Rienhardt l'attira pour insuffler une nouvelle vie au journal moribond. La tentative échoua d'ailleurs et en 1945 Rudolf Sparing fut fait prisonnier par des soldats de l'Armée Rouge. Dix ans plus tard, à l'âge de 51 ans, il succomba à une apoplexie dans un camp russe (49).

3. L'ORGANISATION :

« BRÜSSELER VERLAGS- UND DRUCKEREI GmbH »

Viktor Muckel n'a pas fainéanté au cours de ses six mois de présence au *Brüsseler Zeitung*. Dès le début il essaya de s'approprier les actions de la *Société Anonyme d'Édition et de Publicité*, mais il échoua. C'est pourquoi une entreprise séparée, la SPRL *Brüsseler Verlag und Druckerei*, fut fondée en septembre, avec un capital de départ de deux millions de francs que Viktor Muckel et son futur successeur souscrivirent chacun pour moitié. Muckel, qui cumulait maintenant les fonctions de directeur de la SPRL et de *Verwalter* de la SA, n'allait pas tarder à résilier les deux tâches, à la SA en décembre de 1940, à la SPRL un mois plus tard. Theo Hansen lui succéda comme directeur de la *Brüsseler Verlag und Druckerei* et continuera à remplir cette fonction jusque début de septembre 1944. Un certain *Hauptmann* Picheler devint le nouveau *Verwalter*, remplacé fin 1941 par le tout aussi inconnu Freerk Hays Schirmann Hamkens. Ce dernier, grâce à un contrat rédigé par le notaire rexiste Brunet, vendit quelques mois plus tard tous les biens de la

(46) « *Kennen Sie söben* », BZ, 2-7-40, p. 5.

(47) *Wir eröffnen eine neue Geschäftsstelle*, BZ, 21-11-40, p. 5.

(48) *England-Nachrichten* (T-77, 1034, 506502-506504).

(49) ABEL, *op. cit.*, p. 102 ; MARTENS, *op. cit.*, p. 74.

Société Anonyme d'Édition et de Publicité à la *Brüsseler Verlag und Druckerei* pour la somme de sept millions de francs. Les anciens propriétaires de *La Dernière Heure* furent mis devant le fait accompli ⁽⁵⁰⁾.

La situation juridique d'un journal allemand en Belgique posait tout de même quelques problèmes. La *Brüsseler Verlag und Druckerei* était une entreprise à personnalité juridique belge ⁽⁵¹⁾. Nous n'avons pas retrouvé de données concernant ses attaches, qui existaient sans doute, avec la *Europa-Verlag* allemande. La position des employés allemands dans l'entreprise n'était apparemment pas claire non plus : étaient-ils, en tant que personnes réquisitionnées dans un territoire administré par des militaires, subordonnés à l'armée (*Wehrmachtsgefolge*) ou pas ? Il semble que plusieurs lettres aient été adressées à l'OKW à ce sujet ⁽⁵²⁾. Les employés payaient des impôts à l'Etat belge, mais également des contributions à la sécurité sociale en Allemagne ⁽⁵³⁾. La confusion qui résultait de tout cela ne resta pas sans suites fiscales. Il y eut des discussions avec le Ministère des Finances belge pour savoir si oui ou non Viktor Muckel avait reçu un salaire en 1940 et si oui ou non la *Brüsseler Verlag und Druckerei* devait payer l'impôt sur les bénéfices extraordinaires ⁽⁵⁴⁾.

Ce dernier fait démontre bien que l'entreprise était rentable. Elle se développa, grâce à des investissements réguliers en vue de son expansion. Il y travaillaient quelque deux cents hommes, dont une direction complètement allemande et cent soixante Belges. A la mi-1941, le *Brüsseler Zeitung* était équipé comme il convient à un grand journal, avec entre autres une rédaction nombreuse, un service de distribution et de publicité fort actif et une documentation bien fournie ⁽⁵⁵⁾. Début septembre 1941 un office de publicité fut ouvert à Anvers, où il y avait également de la place pour l'accueil de lecteurs par la rédaction ⁽⁵⁶⁾. Le nombre de collaborateurs et de correspondants augmenta lui aussi ⁽⁵⁷⁾.

Ce succès financier était dû au tirage et à la diffusion du journal. La plupart du temps on imprimait sans arrêt de onze heures du soir à trois heures du matin, pour deux éditions ⁽⁵⁸⁾. La première édition, portant la mention *unverkauflich*, était destinée aux soldats, la deuxième à la vente aux civils. Les deux arboraient fréquemment d'autres titres, mais le contenu de la première édition était identique à celui de la deuxième, à quelques

(50) Rapport d'expertise, pp. 5-6, AG.

(51) Farde BZ 1/71, AG.

(52) BZ, 32 juin.

(53) Papiers J. Frank.

(54) Farde BZ 1/71, AG.

(55) BOCK, *La « Brüsseler Zeitung » en 1940*, thèse Ecole Royale Militaire, Bruxelles, 1978, pp. 38-40 ; Rapport d'expertise, p. 12, AG.

(56) « *Brüsseler Zeitung* » in *Antwerpen*, BZ, 3-9-41, p. 5.

(57) H. TÖTTER, *Vom Schaffen der Brüsseler Zeitung*, BZ, 30-6-41, p. 3.

(58) BOCK, *op. cit.*, p. 34.

nouvelles de dernière minute près ⁽⁵⁹⁾. La distribution du journal parmi les troupes allemandes se faisait d'une façon encore assez chaotique au début, mais peu à peu cela aussi se normalisa ⁽⁶⁰⁾. Malgré cela, en juin 1941 encore, une enquête révéla que le *Brüsseler Zeitung* mettait parfois plusieurs jours à atteindre les divisions cantonnées en Belgique. La cause en était entre autres le déplacement de beaucoup de soldats, l'anonymat des abonnements et la négligence à beaucoup de niveaux intermédiaires entre l'imprimerie et le client. Mais la cause principale était évidemment le secret qui devait nécessairement être gardé au sujet de la quantité de journaux distribués, afin que seuls quelques-uns fussent au courant du nombre et de la localisation des troupes stationnées dans le territoire occupé. C'est ainsi qu'en mai 1941, lorsque plusieurs unités furent transférées à la frontière russe, le *Brüsseler Zeitung* fut néanmoins imprimé à autant d'exemplaires qu'auparavant. A partir de juillet 1941 on opta pour un nouveau système de distribution du journal par différents canaux : les agences de distribution — *Agence Dechenne* en Belgique, *Messagerie Hachette* dans le Nord de la France — les chemins de fer, les camions du *Brüsseler Zeitung* et la poste. La livraison ne se faisait jamais directement aux soldats, mais à travers les *Kreiskommandanturen* ou la *Feldpost*. Par suite de ce nouvel arrangement, tous les soldats cantonnés en Belgique reçurent dorénavant leur journal dans les premières heures de la matinée et ceux du Nord de la France quelques heures plus tard ⁽⁶¹⁾.

Ainsi le *Brüsseler Zeitung* avait l'avantage de la rapidité sur ses concurrents allemands, qui arrivaient en général une demi-journée ou un jour plus tard et expédiaient le plus souvent des *Reichsausgaben* dont la réception des nouvelles était clôturée dans l'après-midi. Cela aussi rendait le journal « exceptionnellement populaire » auprès des soldats ⁽⁶²⁾. Dès lors c'étaient également eux qui formaient la clientèle la plus nombreuse. Le nombre d'exemplaires qui étaient distribués par ailleurs parmi la population et les civils allemands dans le territoire occupé demeura assez constant : la plupart des estimations varient entre 20 et 25.000 ⁽⁶³⁾. En plus, le journal trouva

(59) Le numéro du 9 novembre 1941 offre un bon exemple des légères différences entre les deux éditions. Dans l'édition pour les soldats figurait un discours prononcé la veille par Hitler, mais incomplet parce que le journal ne disposait probablement pas encore du texte intégral. Cela se produisit avec différents discours qui paraissaient totalement le lendemain dans l'édition pour soldats. Pas dans l'édition pour les civils, dans laquelle les discours paraissaient d'habitude dès la première fois en entier. Également les titres du numéro du 9 novembre visaient clairement un public différent. Pour les soldats c'était : « Der Führer dankt den Kampfenden » ; pour les civils : « Der Führer : 350 Millionen Menschen arbeiten für den grosse Sieg Europas ».

(60) TB Reeder 7, 4 août 1940 (T-501, 102, 844).

(61) TB der Wehrmachtspropaganda, Aussenstelle Brüssel, 20 octobre 1940 (T-77, 983, 4473701-4473713).

(62) « Ausserordentliche Beliebtheit », TB der Wehrmachtpropaganda, Aussenstelle Brüssel, 20 octobre 1940 (T-77, 983, 4473701-4473702) ; « allgemein sehr beliebt », Kommandostab Verwaltungsstab à l'OKH, 30 octobre 1940 (T-501, 94, 681).

(63) 20.000 à 25.000, BOCK, *op. cit.*, p. 35 ; 30.000 à la fin de 1941 et en juin 1943, F. BAUDHUIN, *L'économie belge sous l'occupation*, Bruxelles, 1945, p. 288 ; 23.000 selon une estimation alliée en 1942 dans le *Belgium basic Handbook*, part. II : post-Invasion, p. 105.

des débouchés en France — indication du prix en première page depuis le 25 juillet 1940 — et aux Pays-Bas — indication du prix depuis le 1^{er} décembre 1942 — ce qu'on pouvait également déduire de la publicité qui se faisait régulièrement dans le journal pour des kiosques à La Haye, Amsterdam et Paris, où il était en vente. Le *Brüsseler Zeitung* était également vendu en Allemagne et pouvait surtout se réjouir d'une popularité appréciable en Rhénanie, puisqu'on y livrait de 20 à 40.000 exemplaires⁽⁶⁴⁾. La qualité, inhabituelle pour le Troisième Reich, y aura bien été pour quelque chose. Le tirage total variait selon les périodes, influencé qu'il était par les mouvements des troupes : 66.000 au 1^{er} juillet 1940, 214.000 au 18 septembre 1940 — dont fin octobre 150.000 exemplaires pour les soldats — et 160.000 au 30 décembre de cette année. Avec la parution du *Pariser Zeitung* à partir du 15 janvier 1941, la vente aux soldats en France cessa et le tirage baissa à 96.000 en décembre. A partir de 1942 on constata de nouveau une montée progressive jusqu'à 170.000, atteignant 200.000 les samedis, lorsque beaucoup de soldats passaient leur week-end à Bruxelles. Le tirage le plus élevé que le journal ait jamais atteint fut 245.000 exemplaires⁽⁶⁵⁾. Rien n'illustre mieux à quel point le journal était populaire auprès des troupes que les 20.000 abonnements que certains soldats gardèrent après qu'ils eussent été transférés à la frontière germano-russe ou sur d'autres théâtres de combat⁽⁶⁶⁾.

Une part du succès du *Brüsseler Zeitung* revient certainement à son volume. Il avait moins à souffrir du manque de papier que les autres journaux en Belgique. Mais il serait erroné de poser en principe que puisque le *Brüsseler Zeitung* paraissait en langue allemande il jouissait automatiquement de toutes les facilités. Il est certain que les soldats avaient la priorité absolue, mais en fait le journal ne comportait que quelques pages par semaine de plus que les autres favoris de la propagande allemande, tels le *Volk en Staat* et *Le Nouveau Journal*⁽⁶⁷⁾. La première année forma une exception à cette règle, parce qu'à ce moment la *Brüsseler Verlag und Druckerei* avait amoncelé un stock de papier à faire éclater les locaux du journal⁽⁶⁸⁾. Qu'on l'eût fait, était déjà en soi un signe de méfiance à l'égard des instances de distribution, dans ce cas la *Propaganda-Abteilung* de la Belgique occupée, qui avait le monopole de la répartition du papier entre les journaux⁽⁶⁹⁾. A la lumière des rapports tendus entre la rédaction et cette instance, des précautions de ce genre ne semblent pas avoir été superflues, encore que la *Propaganda-Abteilung* elle non plus n'aurait jamais osé s'en prendre au ravitaillement des soldats en matériel de lecture.

(64) 20.000 d'après le responsable des abonnements, Rapport d'expertise, p. 10, AG ; 40.000, réponse écrite du Dr. Heinrich Tötter à nos questions, 13 juin 1980.

(65) Rapport d'expertise, p. 10, AG ; réponse écrite du Dr. Heinrich Tötter à nos questions, 13 juin 1980.

(66) Réponse écrite du Dr. Heinrich Tötter à nos questions, 13 juin 1980.

(67) DE BENS, *op. cit.*, p. 208.

(68) Farde BZ 1/71, AG.

(69) DE BENS, *op. cit.*, pp. 106-110.

Tout au long de son existence, le *Brüsseler Zeitung* sortit presque quotidiennement de presse. Ce n'est qu'à partir du mois de mai de 1944 que l'édition du dimanche fut supprimée. Le nombre de pages diminua au cours des années. Au début, le *Brüsseler Zeitung* était imprimé sur huit pages, vers la fin de 1940 respectivement sur dix et douze le samedi et le dimanche. Le lundi, le journal paraissait toujours sur quatre pages. A partir de 1942, une baisse sensible se manifesta : en juin, tous les numéros sortirent sur huit pages, excepté ceux du dimanche, qui en comportèrent dix. Au début de 1943, le nombre de pages n'était le plus souvent que de six et fin août 1944 le volume du journal était réduit à quatre pages, non seulement le lundi, mais aussi le mercredi et le vendredi, et à six le mardi, le jeudi et le samedi. Lorsqu'on regarde les totaux par semaine, on constate un maximum de soixante pages imprimées au quatrième trimestre de 1940, déclinant peu à peu jusqu'à la moitié de ce chiffre en septembre 1944.

Au cours des deux premières années de sa parution, le *Brüsseler Zeitung* avait également publié des numéros spéciaux, comportant le double de pages : sur les brasseries belges, l'industrie textile ou du meuble, la *Kölner* ou la *Leipziger Messe*. Ces numéros disparurent après 1942, de même que les numéros spéciaux — de deux pages — qui annonçaient des nouvelles sensationnelles, par exemple l'invasion de l'Union Soviétique. Mais des communiqués de ce genre devinrent très rares après El Alamein et Stalingrad et il ne fallait donc plus de numéros spéciaux. Par suite du manque de papier, la part de l'information politique et militaire devint relativement plus importante, au détriment du sport et de l'économie qui n'avaient pas la même importance du point de vue de la propagande. Le rédacteur Robert Schmelzer le regretta ouvertement ⁽⁷⁰⁾.

Le prix du journal était inversement proportionnel à son volume. En juillet 1940 il coûtait encore 1 franc, à partir du 15 mars 1943 cela devint 1,25 franc et le 12 juillet 1944 il passa à 2 francs ⁽⁷¹⁾. Si donc en août 1944 le journal n'était plus que la moitié de ce qu'il était en 1940, il coûtait en plus le double.

Nous avons déjà signalé les causes du succès du *Brüsseler Zeitung* auprès des soldats. On peut se demander quel écho le journal trouvait parmi la population civile en Belgique. Jusqu'en 1944 le journal ne publia pas de lettres de lecteurs, sauf une seule fois lorsqu'un soldat allemand à Bruxelles loua l'information militaire, culturelle et touristique (= locale) ⁽⁷²⁾. Entre février et avril de 1944 cela fut bien le cas, mais uniquement des lettres positives concernant les prestations allemandes. Elles émanaient de diverses contrées du Troisième Reich, de Bruxelles, de Liège ou d'Anvers et une

(70) R. SCHMELZER, *Die politische Zeitung*, BZ, 1-2.7.44, p. 2.

(71) En France le journal coûta constamment 2 FF, aux Pays-Bas (depuis décembre 1942) 12 1/2 cents. Pour les Allemands en Belgique il coûtait 10 Reichspfennige, en Allemagne 20. Au cours de 12 1/2 FB pour 1 Reichsmark, le journal était donc plus cher pour les Allemands, certainement pour ceux qui l'achetaient en Allemagne.

(72) *Ein Soldat schreibt an die « Brüsseler Zeitung »*, BZ, 20-8-40, p. 5.

seule fois de Paris, Bruges et l'Italie méridionale. Le lecteur belge moyen se situait sans doute dans des milieux d'intellectuels, de commerçants et d'industriels de Bruxelles, de Flandre et dans une moindre mesure de Wallonie, qui dominaient la langue allemande et étaient en outre intéressés par les rubriques culturelles et économiques fort soignées du *Brüsseler Zeitung* (73). Plusieurs nationalistes flamands anversoises comptaient parmi les premiers lecteurs, car début juillet 1940 la rédaction reçut un certain nombre de lettres de cette origine pour faire remarquer que l'adresse mentionnée en tête du journal ne devait pas être *Rue du Pont Neuf*, mais *Nieuwbrugstraat*. Le 5 juillet on accéda à cette requête en mentionnant également le nom de la rue en néerlandais. Apparemment cela ne suffit pas encore, car le 8 août celui-ci fut placé avant le nom français. Entre eux, les rédacteurs se moquèrent plutôt de ces réactions nationalistes vétilleuses (74).

Seules quelques lettres de lecteurs non publiées ont été conservées : une d'un curé des environs d'Arlon, demandant que l'on s'intéressât au sort des habitants de langue allemande dans cette région, sans exagérer toutefois, parce que cela leur ferait plus de tort que de bien ; une d'un ancien combattant wallon de la première guerre mondiale, qui se qualifiait de sympathisant modéré de l'Allemagne et qui trouvait qu'un article paru dans le journal au sujet de la bataille de Dinant en 1914 était objectif dans la description des fautes de l'armée belge, mais trop fanatiquement pro-allemand dans l'ensemble ; une requête d'une association d'agents de l'Etat pour publier un communiqué dans lequel ils exprimaient leur accord avec un impôt déterminé décidé par les Secrétaires généraux ; une lettre d'un expert linguistique de Bruges signalant une erreur étymologique dans la traduction d'un nom de rue ; une rectification d'un rexiste, déclarant que la minute de silence observée au cours d'un meeting n'avait pas comme but de commémorer les combattants de l'Est wallons morts au combat, mais feu Staf De Clercq et qu'il était essentiel d'apporter cette rectification parce que les Rexistes voulaient démontrer par là qu'ils faisaient corps avec les Flamands ; enfin une demande d'aide d'un membre du VNV de Ganshoren qui était menacé d'expulsion par son propriétaire (75). Il n'était pas rare d'ailleurs que le *Brüsseler Zeitung* reçût des requêtes afin de contribuer à empêcher des prises d'otages ou des déportations déterminées. D'autres envoyaient des délations de concitoyens, le plus souvent mal inspirées et transparentes (76). Et il y avait évidemment aussi les lettres de menaces anonymes, dans lesquelles les rédacteurs étaient traités d'agents de Goebbels et avertis qu'ils figuraient sur la liste noire (77). Encore que tout cela ne suffise pas pour fournir une image complète, il apparaît néanmoins que, comme c'est si souvent le cas, dans celui du *Brüsseler Zeitung* aussi des hommes s'adressaient à un journal par crainte, espoir, dou-

(73) Rapport d'expertise, pp. 9-10, AG.

(74) « Die rue du Pont-Neuf - gleich schrieben die Flamen einen Brief an Sparing, jeder Mensch in Antwerpen nenne diese Gasse Nieuwbrugstraat - ... », BZ, 32 juin.

(75) Farde BZ 118/202, AG.

(76) BOCK, *op. cit.*, p. 40.

(77) H. TÖTTER, *Aufgabe und Ziel*, 1-7-43, pp. 1-2.

leur ou haine, provoqués le plus souvent par impuissance, lui accordant ainsi plus de confiance qu'il ne méritait ou lui attribuant plus de pouvoir qu'il n'en avait.

4. LA DIRECTION : MILITÄRVERWALTUNG ET BRÜSSELER ZEITUNG

Un journal est rarement un élément isolé. L'intérêt de son étude réside dans le fait qu'il défend généralement une tendance déterminée, propre à un large groupe social, une classe ou un mouvement, ou même un tout petit noyau de dirigeants politiques ou économiques. De ce fait, il est également lu par les partisans de cette tendance et peut donc refléter certaines conceptions auprès d'une partie délimitée de la population. En tant qu'organe accessoire de la structure de presse totalitaire du Troisième Reich implantée en Belgique, le *Brüsseler Zeitung* n'échappait évidemment pas à cette règle. Et parce que le journal était édité dans un système dictatorial et devait donc refléter la façon dont les hommes au pouvoir veulent se présenter à leurs sujets, nous pourrions clore ici ce chapitre en constatant simplement que le *Brüsseler Zeitung* était un journal national-socialiste. Mais parce que dans le Troisième Reich le *kalkulierte Chaos* (Chaos organisé) proliférait à l'excès sous le trône d'Hitler, on ne peut s'en tirer à si bon compte.

Il y avait pour commencer le but dans lequel le journal avait été fondé. En première page du numéro du 1^{er} juillet 1940, von Falkenhausen mettait surtout l'accent sur son rôle de source d'information pour les soldats. A la même page, Rudolf Sparing insistait sur l'interprétation des faits — *die tiefere Zusammenhänge* — que le journal entendait apporter aux troupes. En même temps, il indiquait un autre but : le rapprochement avec la population locale, lui faire connaître les Allemands « tels qu'ils étaient vraiment » (78). Un an plus tard, tout de suite après l'invasion de l'Union Soviétique par les troupes allemandes, le rédacteur en chef d'alors, August Haase, spécifiait cette dernière tâche : à la lumière des grands événements qui avaient lieu, le journal voulait être un « interprète et intermédiaire » pour ceux qui étaient prêts au combat, pas pour ceux qui hésitaient (79). Dans le même numéro, le rédacteur politique Heinrich Tötter déclarait que le *Brüsseler Zeitung* entendait aussi permettre à la population du pays, qui jusque là n'avait connu que les journaux démocratiques corrompus, de faire connaissance avec la presse allemande (80).

Ces diverses déclarations permettent déjà de tirer un certain nombre de

(78) A. VON FALKENHAUSEN, *Geleitwort*, BZ, 1-7-40, p. 1 ; R. SPARING, *Unsere Aufgabe*, BZ, 1-7-40, pp. 1-2.

(79) « Deutler und Mittler », A. HAASE, *Ins zweite Jahr*, BZ, 30-6-41, pp. 1-2.

(80) H. TÖTTER, *Vom Schaffen der « Brüsseler Zeitung »*, BZ, 30-6-41, p. 3.

conclusions. Premièrement, au début, la *Militärverwaltung* visait apparemment surtout les soldats, ce qui ressort de la façon dont elle avait souligné la disparition de *Die Westfront*. De son côté, Sparing, et donc probablement les fondateurs du *Brüsseler Zeitung*, attachaient au moins autant d'importance à la diffusion parmi la population du pays occupé. Il faut tout de suite faire remarquer que les idées de Rienhardt s'y prêtaient fort bien, puisque *Das Reich* aussi était conçu comme affiche pour l'étranger. La qualité du *Brüsseler Zeitung* trouva en effet un écho retentissant et fut unanimement reconnu⁽⁸¹⁾. Mais le texte de Haase, en 1941, donne à penser en ce qui concerne le succès : point n'est besoin d'intermédiaire pour ceux qui sont prêts au combat ; ils sont déjà convaincus.

Le *Brüsseler Zeitung* était naturellement lié aux règles de la presse totalitaire. Mais vu les nombreux conflits de compétence tant à l'intérieur du Troisième Reich que dans l'administration allemande en Belgique sur ce plan, ce lien était problématique. De par son influence considérable sur les soldats et sa présence dans un territoire administré par des militaires, le journal avait à n'en pas douter affaire à la *Wehrmachtpropaganda*, le service de propagande de l'armée. Celui-ci ne disposait pas seulement d'une certaine influence dans la *Propaganda-Abteilung* de la Belgique occupée, mais surtout d'un service propre en la personne du Dr Walter Hailer, *Oberkriegsverwaltungsrat* de la *Pressestelle* du *Präsidialbüro* du *Militärverwaltungschef*. Officiellement, Hailer était compétent pour la censure des informations militaires, mais, probablement avec l'appui de Reeder qui se distanca graduellement de la *Propaganda-Abteilung* influencée par les hommes de Goebbels, il étendit sa tâche à celle d'une sorte de chef de presse de la *Militärverwaltung* et en vint à manifester ses idées sur tous les aspects de l'occupation allemande. Ce faisant, il engendra naturellement encore un service supplémentaire pour influencer la presse.

A partir de septembre de 1941, Walter Hailer allait collaborer directement au *Brüsseler Zeitung*. Il devint l'un des principaux commentateurs de la politique intérieure, ce qui lui valut d'ailleurs une rétribution mensuelle. On peut carrément parler d'une « collaboration de l'administration militaire avec la rédaction ». Et parce que l'ambassade allemande à Bruxelles était en bons termes avec la *Militärverwaltung*, il n'y avait probablement pas de problèmes avec elle non plus. Par contre, certains indices révèlent un « conflit latent entre le journal et le Ministère de la Propagande et d'autres institutions de censure »⁽⁸²⁾. Plusieurs directives de la *Propaganda-Abteilung* ne furent pas suivies par le *Brüsseler Zeitung* : ainsi, tout commentaire avait été défendu au sujet de la lettre pastorale du cardinal Van Roey du 21 mars 1943 concernant la réquisition des cloches des églises, mais le journal ne s'y

(81) « Well edited and well presented », Belgium basic Handbook, part LL : post-Invasion, p. 105 ; « extremely well done », W. UGEUX, *The press under occupation, in Belgium under occupation*, New York, 1947, p. 123.

(82) « Der Zusammenarbeit der Militärregierung mit der Redaktion »... « der latente Konflikt der BZ mit dem Propagandaministerium und andere Zensurstellen ». Réponse écrite du Dr. Heinrich Tötter à nos questions, 13 juin 1980.

tint pas ; en revanche, il mentionna à peine la protestation du primat contre les bombardements alliés en 1944, alors que la *Propaganda-Abteilung* avait demandé d'y faire largement écho ; la nomination du *Reichskommissar* Grohé en juillet 1944 fut commentée, malgré une interdiction ; et le journal n'a jamais participé à la diffusion du signe V comme symbole de la victoire allemande, quelles que fussent les exigences de la *Propaganda-Abteilung* (83).

Des difficultés entre les deux semblent une conclusion logique lorsqu'on sait par exemple que le *Brüsseler Zeitung* appuyait ouvertement le VNV et passa complètement sous silence les activités politiques de la DeVlag jusqu'au milieu de 1943, alors que cette dernière organisation était fortement soutenue par la *Propaganda-Abteilung* (84). Il est également probable que le journal recevait à travers sa *Berliner Schriftleitung* la plus grande partie de la copie des services d'Otto Dietrich, le grand rival de Goebbels dans son propre ministère (85). Et nous avons déjà signalé ci-dessus comment Max Amann défendait ses publications contre le *Reichsminister*. La liberté plus grande qu'il exigeait pour elles ressort, dans le cas du *Brüsseler Zeitung*, entre autres de la façon dont, en 1941 et 1942, lorsque tous les journaux belges faisaient le silence sur le gouvernement de Londres, le journal continua à commenter les discours des ministres à la BBC (86). Il n'est donc pas étonnant que dans le numéro du 30 juin 1941 aient figuré des félicitations de von Falkenhausen, Dietrich et Amann, mais non point de Goebbels.

Il serait toutefois erroné de croire que le *Brüsseler Zeitung* faisait preuve d'une plus grande objectivité que les autres journaux. S'il n'appliquait pas la conspiration du silence autour du gouvernement belge, c'était pour continuer à l'attaquer et lorsqu'il commenta quand même la lettre pastorale de Van Roey du 21 mars 1943, ce fut en termes extrêmement négatifs. Tout ce qui différenciat le *Brüsseler Zeitung* des autres journaux, c'était l'autonomie plus grande dont il jouissait et qui lui permettait de décider lui-même où, quand et pour ou contre qui il dirigerait sa plume nationale-socialiste. Cela conduisit évidemment à des conflits avec les services de Goebbels, plus attachés aux mesures coercitives, mais aussi à une propagande mieux inspirée et d'un niveau plus élevé. En témoigna la non participation à la campagne ridicule autour de la reprise allemande du signe V.

(83) DE BENS, *op. cit.*, pp. 525-530.

(84) A. DE JONGHE, *La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles (1942-1944)*, 2^{me} partie, in *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, IV, 1976, pp. 66-67.

(85) Au cours des cinq années d'existence du *BZ*, Dietrich fournit cinq éditoriaux, Goebbels deux. Karl Scharping, *Stableiter* de Dietrich, écrivit régulièrement dans le *BZ*. Le 22 juillet 1940 quelques rédacteurs furent les hôtes d'un autre *Stableiter* de Dietrich, Helmut Sundermann. Cfr *Hinaus mit Lügen-Reuter*, *BZ*, 29-7-40, pp. 1-2.

(86) On ne disait évidemment jamais explicitement que ces discours étaient prononcés à la BBC, mais puisqu'il s'agissait la plupart du temps de messages à la population du pays occupé, tout le monde pouvait facilement le supposer. Naturellement, le *BZ* reconnaissait ainsi indirectement le haut pourcentage d'écoute de la radio britannique, ce qui souligne encore une fois la propagande relativement réaliste adoptée par le journal.

Cette plus grande liberté ne doit pas être exagérée. La *Militärverwaltung* profita amplement des possibilités que lui offrait un journal allemand. Le *Brüsseler Zeitung* devint rapidement son porte-parole officiel. A l'occasion de l'ordonnance du 18 juillet 1940, qui interdisait au gouvernement l'accès au pays, Reeder écrivait déjà qu'il était réjouissant de constater que le journal devient de plus en plus l'organe qui fait autorité en Belgique et dans le Nord de la France et influence sur des points essentiels l'attitude de la presse belge et du Nord de la France. Sa prise de position à l'égard de l'ordonnance avait paru sous forme identique dans la presse belge aussi⁽⁸⁷⁾. Le *Brüsseler Zeitung* se révéla rapidement comme un instrument capable d'influencer la presse dans un territoire occupé à l'égal du DNB, de Belgapress, d'autres agences ou des instructions des services de propagande, et leur était assimilé⁽⁸⁸⁾. Dans son rapport annuel à l'OKH, von Falkenhausen pouvait écrire à juste titre : le *Brüsseler Zeitung*, qui paraît ici en langue allemande, occupe une place spéciale. En tant que porte-parole de la *Militärverwaltung*, ce journal, de très bonne facture, sert également d'orientation à d'autres journaux. A l'occasion, il a paru utile de faire traiter par le *Brüsseler Zeitung* des questions qui, si elles avaient été soulevées par la presse belge, l'auraient fait soupçonner de dépendance, laissant à celle-ci le soin de les reprendre tout simplement, sans autre intervention. Ainsi le *Brüsseler Zeitung* agit de façon très satisfaisante comme instrument d'orientation générale de la presse dans ce territoire⁽⁸⁹⁾.

On ne peut donc guère douter des intentions de la *Militärverwaltung* à propos du *Brüsseler Zeitung*. Il faut y ajouter que dans un système totalitaire un porte-parole de ce genre est toujours intégral : vis-à-vis du lecteur, un journal semi-officiel ne peut se permettre de ne reproduire qu'occasionnellement la voix de son maître, parce que cela pourrait donner lieu à des interprétations erronées. C'est que la *Pravda* n'est lue nulle part avec autant d'attention qu'à Washington. Un exemple typique en est un incident du mois de juillet 1942. Le DNB avait transmis au *Brüsseler Zeitung* une information incorrecte concernant l'octroi d'une large autonomie aux Bretons. Aussi brève qu'elle fût, plusieurs nationalistes flamands l'avaient apparemment lue et s'étaient adressés à Reeder avec la réaction classique :

(87) « Die BZ, die erfreulicherweise immer mehr das massgebende Organ in Belgien und Nordfrankreich wird und die Haltung der belgischen und nordfranzösischen Presse im wesentlichen Punkte beeinflusst... « in ähnlicher Form auch in der belgischen Presse erschienen », TB Reeder 7, 4 août 1940 (T-501, 102, 801).

(88) TB der Propaganda-Staffel B beim Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich für die Zeit vom 1. bis 31. August 1940 (T-77, 983, 4473723).

(89) « Eine besondere Stellung nimmt die hier erscheinende deutschsprachige *Brüsseler Zeitung* ein, die, inhaltlich sehr gut aufgemacht, als Sprachrohr der *Militärverwaltung* auch für die anderen Zeitungen richtunggebend wirkt. Gelegentlich erschien es zweckmässig, bestimmte Fragen, die, durch die belgische Presse angeschnitten, diese in der Verdacht der Hörigkeit hätten bringen müssen, durch die *Brüsseler Zeitung* in die Debatte zu werfen und dann ohne weiteres Zutun von der belgischen Presse übernehmen zu lassen. So wirkt die *Brüsseler Zeitung* sehr günstig als ein Mittel der allgemeinen Pressesteuerung des Befehlsbereiches. » Jahresbericht der *Militärverwaltung*, 15 juillet 1941 (T-501, 104, 856).